

En guise de sommaire

● Notre président, Alain ARNAUD, s'interroge sur la situation politique inédite en France : « *Nos concitoyens qui viennent de faire pour ces Jeux Olympiques la magnifique démonstration qu'ils savent se rassembler dans une grande fraternité et dans la diversité, sont en attente* »... et de conclure par un vœu : « *Que la classe politique ne les déçoive pas.* » (p. 2)

De son côté, notre délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, nous invite à « *Poursuivre malgré l'adversité* » (p. 3 et 4)

● Nos évènements se préparent :

- 34^{ème} Congrès international qui se tiendra à San José (Costa Rica), du 16 au 18 octobre 2024
- Conférence internationale « **Les acteurs publics et de l'ESS : contribution à un développement durable juste** » 8 novembre 2024, à Paris.
- 10^{ème} Conférence internationale de recherche en économie sociale et solidaire « le rôle de l'ESS dans la transition socio-écologique » 27-29 octobre 2025 à Bordeaux. (p. 5 et 6)

● Nos travaux se poursuivent, en particulier les études du CIRIEC-France et celles du CIRIEC-International. (p. 6 à 9)

● Nous vous proposons des lectures et un agenda de manifestations. (p.10 et 11)

Bonne lecture !



Marcel Caballero

Président d'honneur
Directeur de la rédaction

Et maintenant ?



Alain ARNAUD
Président du CIRIEC-France

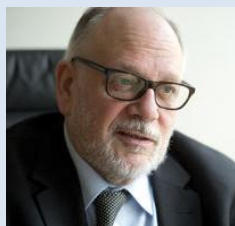
Les élections législatives anticipées, provoquées dans une grande sidération par le Président de la République, se sont terminées par un vif soulagement, celui de ne pas voir portée à la majorité absolue de l'Assemblée Nationale la représentation d'un parti d'extrême-droite, dont les fondamentaux, de Maurras aux dirigeants actuels, même dédramatisés, sont fondés sur la haine, le racisme, l'exclusion de l'autre, l'exploitation des peurs populaires. Ce qui est réconfortant, c'est la mobilisation et l'élan républicain qui ont permis ce résultat, et qui montrent que les Français savent dans leur grande majorité prendre leurs responsabilités face aux dangers que courent les valeurs et les principes républicains. L'histoire est là pour rappeler les dégâts majeurs causés par les idées extrémistes populistes au 20^{ème} siècle en Europe et la fragilité de nos démocraties occidentales. Pour autant, cet épisode de la vie politique française laisse un goût amer, pas seulement en raison de la grande violence entre les acteurs, des mensonges éhontés, des rumeurs nauséabondes, de l'utilisation malveillante des réseaux sociaux, mais aussi par la grande confusion qui règne depuis l'annonce de résultats qui sont loin d'avoir clarifié la situation politique française. La consultation des Français n'aura pas permis en effet de dégager une majorité claire permettant de gouverner notre pays, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où une grande partie d'entre eux s'est exprimée pour faire barrage utile à un courant politique extrême et non pour un programme de gouvernement, ce qui serait normal dans une élection normale. Il y a désormais urgence à ce qu'un consensus s'établisse pour retrouver la voie de l'apaisement au sein d'une société en tension, et pour mettre en chantier les nécessaires mesures politiques apportant des réponses aux préoccupations de nos concitoyens. Les problèmes de fond sont toujours là, et il faudra les résoudre, car à défaut, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les populations sont en effet inquiètes face au déclassement subi ou ressenti, à la perte de pouvoir d'achat, aux questions d'accès à la santé et de sécurité, et plus généralement à l'absence de perspectives d'une vie meilleure pour une grande partie de Français. En raison de l'impuissance des pouvoirs publics à endiguer les crises et les injustices sociales depuis de nombreuses années, quelle que soit d'ailleurs la couleur du régime politique mis en place, la confiance s'est perdue au fur et à mesure du creusement des inégalités et des incertitudes, ce qui a conduit plus de 10 millions d'électeurs à se tourner vers l'extrême droite. L'urgence est donc de faire en sorte que les citoyens reprennent confiance durablement en leurs institutions et leur futur. Les politiques de rupture menées ces dernières années ont lamentablement échoué car elles n'ont pas réglé les questions économiques et sociales et elles ont inévitablement et inutilement fracturé la société en mettant en danger notre démocratie. Le CIRIEC avec son réseau mondial de chercheurs alerte depuis des années sur la nécessité de changer de paradigme économique pour répondre aux attentes sociétales et aux enjeux majeurs du développement durable. Le contexte d'aujourd'hui, inédit au plan politique, préoccupant au plan économique, doit conduire à mobiliser activement les parties prenantes de l'économie d'intérêt collectif, notamment les organisations publiques locales qui sont les plus à même de répondre à des missions d'intérêt général du fait de leurs spécificités propres, mais aussi celles de l'économie sociale et solidaire dont les valeurs et les principes doivent irriguer la société toute entière pour devenir la norme économique et sociale de demain, comme le propose très souvent notre ami Jérôme SADDIER, et en tout dernier lieu dans sa tribune du Monde du 30 juillet dernier. Cela suppose également que les pouvoirs publics centraux fassent confiance à ces organisations au lieu de vouloir les vassaliser, les marginaliser voire les ignorer, ce que nous déplorons depuis de nombreuses années. Il en est de même pour les organisations dites intermédiaires dont le lien de proximité et la faculté d'écoute des populations sont particulièrement précieux. Réunissant l'ensemble des acteurs de la société civile organisée, dans leur grande diversité, le Conseil Economique, Social et Environnemental est l'instance constitutionnelle la plus adaptée pour faire émerger grâce à ses méthodes de participation citoyenne les besoins des français et les nécessaires préconisations pour les satisfaire. Mais il doit être plus sollicité et mieux écouté pour apporter un éclairage de terrain utile à l'élaboration de politiques publiques pertinentes.

Ecoute, participation, confiance, doivent être les maître-mots pour conduire désormais la politique de la France. Il y a urgence ! Nos concitoyens qui viennent de faire pour ces Jeux Olympiques la magnifique démonstration qu'ils savent se rassembler dans une grande fraternité et dans la diversité, sont en attente. Que la classe politique ne les déçoive pas. ■

Poursuivre malgré l'adversité

Jean-Louis CABRESPINES

Délégué général du CIRIEC-France



Un bouleversement au risque mortifère

Au terme du premier semestre 2024, les acteurs de l'ESS se sont retrouvés pour leur congrès, les 12 et 13 juin, dans un contexte particulier qui les conduisait à prendre position clairement pour éviter des dérives politiques dangereuses pour la France.

Si l'ESS dans le contexte actuel est, sans aucun doute, de plus en plus perçue comme une véritable alternative économique dans de nombreux pays, elle ne peut s'exprimer entièrement que dans des pays à la démocratie affirmée et respectée.

Mais cela ne suffit pas, et il faut que le projet politique porté par l'ESS soit soutenu et ne soit pas dévoyé.

Au fil du temps, le travail étroit entre les acteurs de l'ESS et le gouvernement permettait de considérer que quelques avancées existaient pour la prise en compte de l'ESS. Les résultats obtenus par cette dernière étaient la preuve de la pertinence de ce modèle économique et force était, pour les gouvernants comme pour les défenseurs d'une économie libérale, de reconnaître le bien-fondé de la démarche de cette économie autrement qu'il place l'Humain au centre du projet économique et social.

Puis, la décision du président de la République, de dissoudre l'Assemblée Nationale (alors même que des textes importants étaient en cours, comme celui sur la fin de vie qui touche directement une grande partie des structures de l'ESS) a créé une situation particulièrement grave et préoccupante.

La crainte de l'accession de l'extrême droite au pouvoir a conduit à des alliances que nous n'aurions pas vues auparavant, créant ainsi un véritable déséquilibre dans les territoires qui risque d'avoir des conséquences non négligeables pour l'avenir politique, économique et, plus encore, social de notre pays.

Les interventions du président sortant comme du nouveau président d'ESS France ont marqué cette inquiétude ; ils ont appelé au regroupement de tous pour que le pays, mais aussi l'ESS, ne voit pas arriver au pouvoir une organisation politique qui s'est toujours attachée à la société civile organisée et à celles et ceux qui incarnent la démocratie, l'égalité des droits et la justice sociale.

Les élections législatives ont modifié le paysage politique de l'Assemblée Nationale en donnant à la gauche de l'hémicycle une majorité des votes mais qui ne lui permet pas de gouverner seule. Le Président de la République a usé de son pouvoir pour ne pas admettre cette victoire et temporiser la désignation d'un nouveau gouvernement qui pourrait/devrait marquer cette volonté de changement du peuple français.

Une communion du peuple pour oublier les cassures ?

La France, organisatrice des Jeux Olympiques de 2024, se trouvait alors dans une situation particulière : recevoir la planète entière pour une fête du sport et l'unité des nations et n'avoir aucun gouvernement pour assurer cette organisation. Mais, en même temps (!), cela permettait au Président de la République de différer cette nomination tant attendue d'un nouveau gouvernement en mesure de porter une politique nouvelle, ancrée dans la volonté exprimée par les votes.

Et c'est exactement ce qu'il a fait : nommer un gouvernement provisoire dont certains membres sont aussi députés car élus lors des élections législatives (curieux mélange des genres où se mêlent l'exécutif et le législatif alors que nous pouvions penser qu'il existait en la matière des portes étanches !).

Et durant une partie des deux mois d'été, le fiasco annoncé s'est transformé en une communion nationale et internationale, une ferveur sans égal pour les sports et les sportifs, unissant toutes les générations, semblant faire oublier la tension née des décisions décriées du pouvoir en place, et permettant à ce Président de parader lors de manifestations sportives comme s'il oubliait toute responsabilité face à la situation politique et sociale de notre pays.

Mais qu'en sera-t-il à présent qu'il y a nécessité, plus que jamais, de respecter le vote des français, de donner une véritable orientation nationale prenant en compte la demande d'une autre manière de gérer notre pays, de porter un pacte social nouveau, de lutter contre la pauvreté, de poursuivre notre volonté de plus d'égalité et de justice sociale pour tous et de conduire notre économie vers plus de sérénité et de développement au bénéfice de tous ?

La nomination d'un nouveau premier ministre sera un signe de l'orientation choisie et du respect (ou non) de la démocratie.
.../..

Continuer à mener l'engagement de l'ESS ...

Dès la rentrée, des manifestations vont avoir lieu et le CIRIEC y aura sa part.

Ainsi, au travers d'exemples non exhaustifs, nous savons la mobilisation d'acteurs pour continuer à faire connaître et reconnaître l'ESS, agir ensemble et promouvoir d'autres formes d'entreprendre :

- L'événement "Rentrée du plaidoyer d'ESS France 2024" qui aura lieu le lundi 23 septembre 2024 à partir de 16h45 à l'Auditorium d'Aéma Groupe, dévoilera les priorités de plaidoyer d'ESS France pour l'année de travail à venir et valorisera le savoir-faire démocratique des entreprises et organisations de l'ESS.

- L'organisation du "MOIS de l'ESS" en novembre sera, comme chaque année sur l'ensemble du territoire, l'occasion de donner à voir, faire entendre, faire comprendre ce qu'est l'ESS, ses valeurs, son engagement, son modèle économique, ...

- Les "Journées de l'Économie Autrement (JEA)", les 29 et 30 novembre, à Dijon, qui seront l'occasion de conférences, échanges, ateliers pour montrer et démontrer qu'une autre forme d'économie est possible.

- Le CIRIEC International et le CIRIEC France organisent leur "Conférence internationale DU CIRIEC", le vendredi 8 novembre 2024 (journée complète) à la Cité du développement durable, **Paris** (Nogent-sur-Marne, portant sur « Les entreprises publiques et d'économie sociale face aux transitions environnementales »).

Tous événements qui permettront de continuer à construire l'édifice d'une nouvelle manière d'agir, mais aussi qui seront porteurs d'une autre façon de comprendre le développement économique et social de notre pays.

Pendant la césure estivale, la vie économie et sociale s'est poursuivie, même si "les gazettes" ont peu parlé de ce qui se passait dans le monde et dans notre pays, centrées qu'elles étaient sur les JO ("Panem et circenses", le meilleur moyen de s'attirer la bienveillance du peuple et de l'empêcher de se préoccuper des véritables problèmes)

... En particulier dans les territoires

Ainsi, dans le secteur économique, la mise en redressement judiciaire de l'usine de La Chapelle-Saint-Mesmin de Duralex (les fameux verres de notre cantine d'enfant qui nous permettaient de savoir notre âge par le numéro inclus à la base du verre !) et sa reprise par ses salariés a été un moment fort quelque peu occulté par les médias.

Cette reprise d'entreprise est exemplaire de ce qui peut être fait dans les territoires en matière de développement économique quand toutes les forces locales se regroupent pour maintenir des emplois et la cohésion sociale.

Le choix de la proposition des salariés de transformer en SCOP cette entreprise permet de sauvegarder les emplois, de créer une véritable dynamique dans laquelle toutes les forces publiques et privées (y compris les consommateurs par des achats militants) se sont mobilisées : « *La Scop est portée par une coalition regroupant l'équipe dirigeante, la majorité des salariés et la CFDT, les collectivités locales (Région Centre-Val-de-Loire, Orléans Métropole) ainsi que les acteurs clés de l'économie sociale et solidaire (ESS) à travers ses investisseurs (CGScop, France active) et les banques coopératives (Caisse d'épargne, Crédit agricole). (...) C'est donc une mobilisation exceptionnelle, reposant sur un partenariat public-ESS, qui est à l'origine de ce succès.* » (Opinion de Timothée DUVERGER " Duralex : pourquoi la reprise d'entreprises par les salariés doit devenir une priorité" dans Alternatives Économiques du 01 août 2024)

Le mouvement coopératif est, plus que jamais, un repère d'un développement économique plus respectueux. Il est aussi un modèle largement repris dans de nombreux pays (Cf. article précédent paru dans la lettre du CIRIEC de juin sur les coopératives au Cameroun).

Si les reprises en SCOP ne sont pas la majorité des créations de ce type de structure, elles sont une alternative qui démontre de plus en plus sa pertinence. Quelques exemples complémentaires de celui de Duralex en montrent la réalité :

- La Meusienne SA (fondée en 1899 et spécialisée dans les produits inox) - 2024 (41 salariés)
- Velcorex - 2023
- Hiemstra - 2023
- AFC - 2022
- Proxima Plus - 2021
- Eurofence - 2016
- Les Façonnables - 2016
- SCOP TI (Thés et Infusions) - 2014
- Librairie Les Volcans - 2014
- La Fabrique du Sud (glaces et sorbets) – 2013

Une fois de plus, le mouvement coopératif est à l'honneur et démontre qu'il s'agit d'une véritable alternative au développement des entreprises.

Au moment où un changement profond est attendu par l'ensemble de la population, suite aux dernières élections, il y a lieu de trouver de nouveaux modes d'entreprise, de nouvelles structures mobilisatrices dans les régions qui puissent impliquer tous ceux soucieux de changements profonds.

Informers les habitants des territoires, mais aussi et surtout les partenaires publics et privés qui s'intéressent à de nouveaux modèles, des possibilités données par l'ESS, est un travail incessant qu'il nous revient de mener au quotidien. Cela doit devenir une priorité nationale dans laquelle toutes les représentations de l'ESS, comme toutes les instances législatives (Assemblée Nationale et Sénat) comme exécutive (Gouvernement) doivent s'investir. ■

> 34^{ème} Congrès international



[Le Congrès international du CIRIEC se tiendra à San José, Costa Rica, du 16 au 18 octobre 2024](#)

Organisé par le CIRIEC-Costa Rica, l'Université d'État à distance et le CIRIEC International, sur le thème :

« Quelles stratégies pour un développement territorial et humain ? »

- Développement territorial en zones urbaines et rurales
- Développement humain en relation avec la santé, l'éducation et les droits
- Les Objectifs de Développement Durable et l'urgence environnementale : initiatives concrètes et mesure d'impact
- Politiques publiques de développement territorial
- Politiques publiques et économie sociale et solidaire
- Initiative publique et action pour le développement durable
- Innovation scientifique et technologique
- Réseaux d'infrastructures et de services publics

L'événement réunira des experts et des acteurs du monde entier issus de l'économie publique et de l'économie sociale.

APPEL À COMMUNICATIONS :

- Date limite de l'appel à communications : 14 septembre 2024.
- *DISPONIBLE EN [EN](#) - [FR](#) - [ES](#)*

> Informations pratiques et inscriptions

[PROGRAMME DISPONIBLE ICI](#) [INSRIPTION ICI](#) [SUGGESTIONS D'HÉBERGEMENT ICI](#) [SITE WEB DE L'ÉVÉNEMENT ICI](#) Contact : cirieccr@uned.ac.cr

> Conférence internationale



Les acteurs publics et de l'économie sociale et solidaire : contribution à un développement durable juste

Le CIRIEC International et le CIRIEC France organisent une CONFÉRENCE INTERNATIONALE le **vendredi 8 novembre 2024** (journée complète) à la [Cité du développement durable](#), Paris (Nogent-sur-Marne, RER A).

Un programme avec des intervenants de haut niveau sera présenté à un public composé de représentants d'institutions européennes, de dirigeants et de parties prenantes d'entreprises publiques et d'économie sociale locales et régionales, et autres experts intéressés. Événement bilingue français/anglais.

[RESERVER LA DATE, les détails suivront prochainement](#)

> 10^{ème} Conf. internat. de recherche en économie sociale

La 10^{ème} Conférence internationale de recherche en économie sociale organisée par le CIRIEC-International aura lieu du 27 au 29 octobre 2025, à Bordeaux.

« Le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la transition socio-écologique »

- - Statistiques, rapports et mesures d'impact social de l'ESS
- - L'ESS et les secteurs écologique et énergétique
- - Écosystèmes territoriaux de l'ESS et transition
- - Identités, hybridations et innovations de l'ESS
- - Financement et modèles économiques de l'ESS
- - Réseaux de l'ESS et politiques publiques
- - ESS, éducation et droits civiques
- - ESS, travail décent et économie informelle
- - ESS, lutte contre la pauvreté et l'économie du soin
- - ESS et système agroalimentaire
- - Services publics communs et coopératifs
- - SSE et intersectionnalité : classe, race, genre

> Note de cadrage disponible en [EN](#) - [FR](#) - [ES](#)

> L'appel à communications sera ouvert du 30 septembre 2024 au 15 janvier 2025.

[+ INFOS](#)

> Collection « Économie collective et territoires »



Le groupe de recherche "Économie collective et territoires", animé par notre Délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, est chargé d'apporter des réponses à la question : « *Comment, dans la transition économique, sociale, énergétique et environnementale, les parties prenantes de l'intérêt collectif, acteurs publics et organisations de l'économie sociale et solidaire, peuvent-ils répondre aux besoins fondamentaux des populations ?* ».

Ces travaux sont publiés sous la forme d'ouvrages. Sont parus à ce jour : **Notre Santé, Finances et intérêt général dans les territoires, Eau et énergie : hautes tensions territoriales, Logement : les dynamiques à l'œuvre, Travail, emploi, formation : penser l'interdépendance.**

Le dernier ouvrage, paru en mars 2024, porte sur l'étude « **Éducation : actions collectives et pratiques territoriales à repenser** ». Ce sujet est particulièrement d'actualité et les acteurs qui y œuvrent nous font part de leur expérience précieuse :

• **Nouvelles gouvernances bottom-up de l'action collective territoriale dans l'éducation : la généralisation de pratiques collectives apprenantes via l'économie sociale et**

solidaire / Myriam MATRAY

- **Éducation et économie sociale et solidaire** / Bertrand SOUQUET
- **Éducation : une multiple responsabilité partagée, diversifiée et (encore trop) inégalitaire** / Béatrice LAURENT – Denis ADAM - Centre Henri Aigueperse–UNSA Education
- **Mixité sociale et Scolaire, combat de la FCPE** / Sylvaine BAERHEL, Hélène DERNIS, Maria MELCHIOR, Ghislaine MORVAN DUBOIS
- **Dans le Cantal, il n'y a pas de TGV mais des RER, des TER, des RET et même des EER !** / Marilyne LUTIC - Hélène MONTREJEAU - Isabelle PLUYAUD - Sophie TISSANDIER - Betty FAURE - Patrick ROUMAGNAC - Philippe CHRISTMANN - Karim BENMILOUD
- **Éducation Populaire / ATD Quart Monde** / Marie-Aleth GRARD
- **L'éducation à la culture numérique via le FabLab Chantier Libre**
- **(Rhône-Alpes Auvergne)** / Myriam MATRAY

> Les ouvrages sont disponibles sur notre site : [Collection Economie collective et territoires \(ciriec-france.fr\)](http://collection.economiecollective.territoires.ciriec-france.fr)

> Ouvrages collectifs du CIRIEC-France

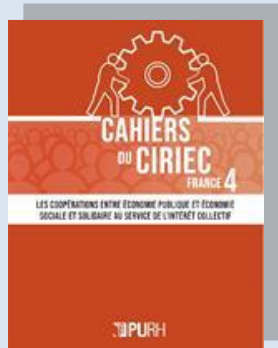


Cet ouvrage est le cinquième de la collection « Économie publique et économie sociale » des PURH paru en 2021. Il est le produit d'une recherche menée sous l'égide de la commission scientifique du CIRIEC France avec le concours de l'Institut Montparnasse et de l'association Services publics. Philippe Bance professeur d'économie, vice-président du CIRIEC-France, et Jacques Fournier, président d'honneur du CIRIEC-France (†) en ont assuré la codirection. Olivier Boned, délégué général de l'Institut Montparnasse et Yannick Prost, président de l'association Services publics, ont constitué avec eux le comité de pilotage. Les 37 auteurs sont, comme pour les ouvrages précédents de la collection, des chercheurs reconnus, des personnalités en charge de responsabilités institutionnelles et des acteurs importants de la société civile. **Numérique, action publique et démocratie** est structuré par trois grands questionnements – en quoi le numérique affecte-t-il l'action publique (partie 1), l'économie publique et sociale (partie 2) et enfin la vie politique (partie 3) – l'ouvrage expose au lecteur l'état des débats et constitue une manne de propositions politiques, juridiques, économiques et sociales visant à accompagner et orienter la

transition numérique dans l'intérêt général. Le livre peut être lu d'une traite ou consulté chapitre par chapitre, comme un dictionnaire incarné et vivant, irrigué par l'expertise de ses contributeurs, praticiens et théoriciens du monde numérique. Tout spectateur de la transition trouvera ici, quel que soit son mode de lecture, les moyens de sa sensibilisation aux enjeux du numérique et, peut-être, de son engagement en faveur d'une transition contribuant au bien commun.

[L'OUVRAGE EST DISPONIBLE EN LIGNE ET TELECHARGEABLE > ICI](#)

> Les Cahiers du CIRIEC-France



Les **Cahiers du Ciriec-France** ont pour objet la publication d'études à caractère scientifique, dans un format plus léger et avec une diffusion plus régulière que les ouvrages collectifs.

Après la sortie, en 2019, du Cahier n°1 sur les « Autorités de régulation des services publics en France », en 2020, du Cahier n°2 « Mutations de l'action publique et démocratie : capital, numérique, territoires », en 2021 du Cahier n°3 « Mutations du monde, enjeux et défis », document constituant les actes de la conférence des 70 ans du CIRIEC-France, organisée le 26 octobre 2020, a été publié, en 2022, le Cahier n°4 portant sur

[« Les coopérations entre économie publique et ESS, au service de l'intérêt collectif »](#)

Ce Cahier a été actualisé, compte-tenu de l'évolution de ces coopérations. Il résulte d'un travail collectif animé par Marcel CABALLERO, alors président du Conseil d'orientation. L'objectif était d'analyser les potentialités de synergies entre les acteurs publics et ceux de l'économie sociale et solidaire en vue d'un changement de modèle de développement. En effet, économie publique (EP) et économie sociale et solidaire (ESS) concourent, chacune pour sa part et selon ses moyens, à la satisfaction de besoins sociaux et de besoins collectifs.

Les notions d'intérêt général et d'utilité sociale qui fondent les services publics, sont aussi au cœur des grands textes régissant l'économie sociale et solidaire, et notamment en France la loi du 31 juillet 2014. Pour autant, aucun des deux secteurs ne peut, dans les conditions actuelles, apporter de réponses globales. Il s'agit donc d'examiner comment l'EP et l'ESS, en surmontant les obstacles qui naîtraient de leurs traditions et cultures respectives, pourraient mieux coopérer pour développer des initiatives communes afin de mieux répondre à leurs objectifs communs.

Dans cette étude, le CIRIEC-France propose son analyse de cette problématique. C'est en effet tout naturellement qu'au-delà de sa vocation première de recherche et d'information sur l'économie publique, d'une part, et sur l'économie sociale et solidaire, d'autre part, il accorde une attention particulière aux coopérations que réalisent entre elles ces deux formes d'économie, c'est-à-dire aux partenariats publics-privés non lucratifs, en s'efforçant de les identifier, de les décrire, d'en relever les aspects positifs, mais aussi les insuffisances, voire les travers.

> Télécharger le document : <https://bit.ly/36IH4HY>

> [Consulter les Cahiers](#)

> Nouveau site du CIRIEC-France

Le nouveau site web du CIRIEC-France a été mis en ligne. Plus moderne et plus attractif, il comporte les rubriques suivantes : **actualités – études – activités – partenaires – CIRIEC-International – Galilée.sp.**

On y retrouvera tous les travaux en économie publique et en économie sociale, les évènements nationaux et internationaux, la collection de la Lettre mensuelle, les entretiens Idéaux et débats, ainsi que la liste des partenaires du CIRIEC-France

VOIR > www.ciriec-france.fr

> Social Economy New

Le CIRIEC International, en partenariat avec le CIRIEC Espagne, publie [Social Economy News](#), dont la mission est de promouvoir l'échange d'informations sur les activités de l'Économie Sociale dans l'Union Européenne et au-delà, ainsi que sur ses chercheurs et les actions des pouvoirs publics. (Langues : anglais, espagnol, français).

Ses principaux objectifs sont d'identifier les sources d'information sur l'économie sociale, de sélectionner des informations pertinentes provenant des organisations représentatives, des entreprises, des centres de recherche et des institutions publiques. La Newsletter offre également des informations sur l'activité des principaux centres de recherche européens consacrés à l'étude de l'Économie Sociale et les résultats de leurs recherches, ainsi que sur les actions des institutions européennes en relation avec l'Économie Sociale, le travail des différents gouvernements des Etats de l'UE et d'autres informations considérées comme pertinentes pour le secteur.

Social Economy News est publié en anglais, espagnol et français.

Le numéro 31, de juin 2024, comporte un article de **Pauline Eyebe Effa** (enseignante, économiste et entrepreneure) évoquant le 1^{er} forum africain sur l'économie sociale et solidaire tenu à Yaoundé au Cameroun du 28 mai au 1^{er} juin 2024. Extrait :

« L'économie sociale et solidaire, qui trouve un terrain fertile pour son expansion en Afrique, bénéficie de plusieurs opportunités favorables à son développement, avec des politiques publiques et de nouvelles lois régulant les écosystèmes déjà expérimentées dans certains pays. Le premier forum africain sur l'économie sociale et solidaire (FORAESS) organisé à Yaoundé (Cameroun) du 28 mai au 1er juin 2024, a réuni des participants de 32 pays et a été un moment d'échange de pratiques, d'expériences, de politiques et de visions à travers la collaboration et la coopération pour la construction d'un monde inclusif, équitable, solidaire. et un mouvement africain centré sur les personnes, permettant de réfléchir à une plateforme interafricaine d'accompagnement et de promotion de l'ESS à travers des actions concrètes... »

> [En savoir plus](#)

> Documents de travail du CIRIEC-International

• Entrepreneuriat coopératif au Maroc : étude de cas des coopératives féminines de la région de Souss Massa (Khadija ANGADE)



Le secteur coopératif est aujourd'hui un levier important de développement local, régional et national. De par leur forme juridique et les avantages sociaux et fiscaux qui y sont associés, les coopératives contribuent activement à la réduction du chômage et à l'amélioration des conditions de vie dans diverses régions, notamment en milieu rural. L'impact positif s'étend également aux individus, les femmes en étant les principales bénéficiaires. C'est ce qui explique la croissance rapide de ce secteur au Maroc. (...) En six ans (de 2015 à 2021), le nombre de coopératives a triplé (...).

Cet article met en lumière les caractéristiques des coopératives féminines au Maroc à travers l'étude de cas de la coopérative féminine de la région de Souss Massa. Les aspects uniques de la participation des femmes seront explorés en présentant les résultats d'une enquête exhaustive sur les coopératives de la région de Souss Massa (SM), couvrant tous les genres. Les résultats de cette enquête représentent la première phase d'un projet de recherche intitulé « L'entrepreneuriat collectif comme moteur du développement durable : étude de cas des coopératives de la région de Souss Massa ».

Dans la première partie nous passerons en revue l'histoire du mouvement coopératif au Maroc depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. Cela nous permettra de mieux comprendre l'esprit entrepreneurial particulier qui caractérise cette industrie. Par la suite, à travers les résultats de l'enquête ci-dessus, un aperçu des coopératives de femmes est révélé.

> [Télécharger le PDF](#) > [Tous les documents de travail](#)

• Pratique sociomatérielle de l'acteur-réseau dans le développement de systèmes d'information coopératifs (Hwalshin KIM - Seungkwon JANG)

Cette étude analyse comment les caractéristiques des systèmes d'information apparaissent dans les coopératives et quels résultats organisationnels ils produisent. Les progrès technologiques révèlent que les systèmes d'information ne sont pas seulement des dispositifs mécaniques ou des technologies, mais des êtres matériels sociaux co-construits avec des acteurs humains tels que des développeurs et des utilisateurs (Law, 2009 ; Suchman, 2007). (...)

Cet article définit le système d'information comme un acteur-réseau composé d'acteurs humains et non humains. Il montre à travers le cas d'une coopérative en Corée que les pratiques matérielles sociales de l'acteur-réseau reconstruisent le système d'information. Grâce au processus de conversion du système d'information, les systèmes d'information coopératifs ont été reconstruits sous différentes formes à travers différentes pratiques matérielles sociales de ses membres. Il a formé un acteur-réseau de systèmes d'information multiples. De plus, les membres n'établissent pas le principe de gestion organisationnelle de la coopérative mais le mélangent avec le principe de gestion organisationnelle existant avant la conversion, de sorte que les membres exécutent des pratiques différentes. (...)

[> Télécharger le PDF](#) > [Tous les documents de travail](#)

• Les obligations de logement et leur rôle pour les associations de logement à but non lucratif en Autriche (Gerald KÖSSL)

L'introduction des obligations convertibles pour la construction de logements (HCCB) remonte à 1993. Les HCCB apportent une contribution importante au financement du logement en Autriche, en particulier dans la construction de logements à plusieurs étages et à profit limité. Depuis leur création, les six banques actives dans la construction de logements ont émis des obligations fiscalement avantageuses pour un montant d'environ 23 milliards d'euros, qui ont été utilisées principalement pour les nouvelles constructions ou les activités de rénovation des associations de logement à but lucratif. Les fonds provenant des obligations immobilières constituent donc non seulement un pilier important pour la construction de logements abordables, mais conduisent également à une baisse des coûts du logement grâce à leur effet de réduction des intérêts.

L'instrument des obligations immobilières, dont la base juridique remonte à 1993, apporte une contribution importante au financement du logement en Autriche, en particulier dans les logements à plusieurs étages et à but non lucratif. Depuis leur création, les six banques de logement actives ont émis des obligations fiscalement avantageuses d'une valeur d'environ 23 milliards d'euros, qui ont été utilisées principalement pour des nouvelles constructions ou des travaux de rénovation par des associations de construction à but non lucratif. Les fonds provenant des obligations immobilières apportent non seulement un soutien important au logement abordable, mais conduisent également à une baisse des coûts de logement grâce à leur effet de réduction des intérêts.

[> télécharger la version anglaise](#) > [télécharger la version allemande](#) > [Tous les documents de travail](#)

> Publications du 75^{ème} Anniversaire

Le 75^{ème} Anniversaire de la fondation du CIRIEC, en 1947, par le Professeur Edgard MILHAUD, a été l'occasion de réaliser un bilan sur son positionnement par rapport aux valeurs qui ont été à la base de sa création.

Deux publications ont été éditées à cette occasion :

• 75 ANS DE RÉFLEXION ET D'ACTION EN FAVEUR DE L'INTERET GÉNÉRAL ET DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE.

[> Livre téléchargeable ICI](#)

Ludo BETTENS [Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale](#)

• L'ÉCONOMIE D'INTÉRÊT COLLECTIF: 75 ANS DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES

[> En savoir plus](#)

[Bernard THIRY et Philippe BANCE](#)

> Carnets de campagne



L'émission **Carnets de Campagne**, de France-Inter, est le rendez-vous des solutions d'avenir à toutes les questions de vie, de consommation, de formation, de santé, de production, de culture ou d'habitat.

Du lundi au vendredi, de 12h30 à 12h45.

> [Présentation](#) : [Dorothée Barba](#) > [site web](#) : franceinter.fr

> L'âge de faire



L'âge de faire est un mensuel national indépendant, édité par une entreprise coopérative (SCOP).

Chaque mois, il relaie les initiatives visant une réappropriation citoyenne de l'économie, la création de lien social, un mode de vie plus écologique.

L'âge de faire refuse la publicité.

> [vous abonner à notre site web](#)

> Miroir Social



Miroir Social est un média double face :

- participatif pour permettre à l'ensemble des membres de [publier gratuitement](#), avec validation préalable
- journalistique pour développer des [contenus complémentaires](#) sur abonnement

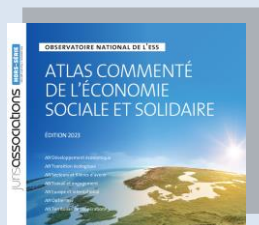
Sur les 14 000 membres du média : - 42 % représentent le personnel - 35 % représentent les directions - 23 % représentent des intervenants externes.

▪ **Les services** : - [Publiez gratuitement sur le média](#) - [Nos productions journalistiques sur abonnement](#) - [Parrainez nos rencontres](#) - [Accompagnement éditorial](#) - [Communiquez sur le média](#)

▪ **L'équipe** : - Rodolphe HELDERLÉ, Fondateur et responsable éditorial (06 60 97 59 85)
- Jacky LESUEUR, Responsable des partenariats (06 24 06 42 91)

> [Accéder à la plateforme](#)

> 5ème édition de l'Atlas commenté de l'ESS



Depuis sa première édition en 2009, **l'Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire** est devenu au fil du temps l'ouvrage de référence en France de présentation des données chiffrées de l'ESS et d'analyse de son évolution et de ses enjeux.

Produit par l'Observatoire national de l'ESS, en collaboration avec quatre chercheurs et chercheuses et les équipes d'ESS France, cette 5^e édition a été soutenue par le Ministère de l'économie, la Banque des territoires, la Caisse d'Épargne et Harmonie Mutuelle. Elle s'inscrit dans le prolongement des précédentes tout en explorant de nouveaux angles et de nouvelles thématiques. Une nouvelle partie est ainsi consacrée aux questions européennes et internationales dans un contexte de reconnaissance historique de l'ESS par différentes institutions internationales (ONU, OIT, Union européenne, etc.). Les travaux inédits conduits par l'Observatoire national de l'ESS sur les données comptables et financières de l'ESS apportent quant à eux une lecture de la spécificité de ses modèles économiques.

Les contributions de l'ESS au développement de nouvelles formes de travail font, dans cette édition, l'objet d'un nouvel approfondissement à partir d'innovations gagnant de plus en plus en importance dans le débat public. Enfin, les apports de l'ESS au développement de filières économiques d'avenir, incarnant l'indispensable transition écologique et sociale, sont largement mis en valeur dans la dernière partie, ainsi que les coopérations territoriales qui en sont le terreau.

> Commander sur [le site de Lefebvre Dalloz](#) > Retrouver le dossier consacré à la sortie de l'Atlas dans la revue [Juris Assos](#)

> Session « L'avenir de la protection sociale »



Cette session, organisée par **Futuribles International**, à Paris, le 21 novembre 2024, a pour objectif de permettre aux participants de faire le point sur l'architecture du système français de protection sociale au regard de ses évolutions structurelles et de ses perspectives possibles. L'accent sera mis sur les tensions que rencontre le modèle, tant dans son ensemble que dans ses diverses composantes.

La session abordera les différents risques couverts, dans leurs dimensions classiques (Sécurité sociale, complémentaires, chômage, aide et action sociales, etc.) et plus novatrices (sujets d'intelligence artificielle et de transition écologique). Outre une présentation des observations et des analyses les plus récentes, avec une contextualisation internationale, cette formation entend fournir à ses participants les outils de compréhension pour envisager divers scénarios d'avenir de l'organisation générale de la protection sociale et de ses prestations.

> S'inscrire : croels@futuribles.com

> UP COOP célèbre ses 60 ans

**Ensemble,
façonnons
l'avenir !**

JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024
DE 13H30 À 21H00, AU PALAIS D'ÉNA



60 ans de coopération et d'innovation sociale

Depuis 1964, la coopérative Up Coop conçoit des solutions utiles à la Société. Maison mère du groupe Up implanté dans 23 pays, elle conçoit des moyens de paiement qui contribuent à améliorer le pouvoir d'achat et la qualité de vie de millions de salariés et de citoyens. Le **19 septembre 2024**, UP COOP célébrera au Palais d'Éna 60 ans de coopération et d'innovation sociale pour imaginer ensemble les contours d'un avenir plus juste pour les salariés, les

citoyens et la planète.

> S'inscrire : <https://up-60ans.up.coop/page/55f8-accueil/>

> Matinée ADOM



La prochaine *Matinée ADOM* se déroulera à Paris, le mercredi 18 septembre 2024, sur le thème :

Les Mutuelles et leurs partenaires face aux enjeux des Risques et de Conformité

(Résilience opérationnelle des mutuelles face aux crises : leçons apprises et stratégies futures

Conformité et gestion des risques dans le cadre de rapprochement entre mutuelles)

Les Mutuelles et leurs partenaires face aux enjeux des Risques et de Conformité : Résilience opérationnelle des mutuelles face aux crises : leçons apprises et stratégies futures Conformité et gestion des risques dans le cadre de rapprochement entre mutuelles Le mercredi 18 septembre sur Paris, accueil à partir de 9 heures Inscription : Save The Date - Conférence - Valmen Consulting et ADOM (google.com)

> Lien d'inscription : [Save The Date - Conférence - Valmen Consulting et ADOM \(google.com\)](#)

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle.

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire.

Ses travaux se réalisent

à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt collectif, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est constitué de sections nationales et de membres associés (laboratoires, universités,...)

La section française, créée en 1950 par Léon JOUHAUX prix Nobel de la paix,

est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales.

Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats.

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres.

Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles.

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD.

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : administration@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org



INFORMATIONS-ADHESIONS

administration@ciriec-france.org

...

la Lettre du CIRIEC-France

Directeur légal de la publication : Alain ARNAUD - Directeur de la rédaction : Marcel
CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*



marcel.caballero@club-internet.fr